

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 juillet 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-neuvième session,
(22 avril-1^{er} mai 2014)**

N° 14/2014 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 31 janvier 2014

Concernant: Zakaria Mohamed Ali

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé pour une période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, de septembre 2010. Il a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr.1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-09157 (F) 131014 141014



* 1 4 0 9 1 5 7 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV); et

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Zakaria Mohamed Ali, né en 1983, est un ressortissant somalien. Il est marié et vit avec son épouse à Riyad, en Arabie saoudite. Il est vérificateur interne des comptes au sein de la compagnie d'assurance Al Amana et président de l'association Sakura, qui vise à promouvoir une réflexion sur des questions touchant à la société saoudienne, ainsi que des échanges culturels entre l'Arabie saoudite et le Japon. M. Ali est également un intellectuel et un écrivain qui se livre à un examen critique des sociétés arabes.

5. Le 20 avril 2013, M. Ali a été arrêté sur son lieu de travail, au Platinum Center, Salah Al Deen Al Ayubi (Sitteen Street), dans le quartier d'Al Malaz, à Riyad, par les services de renseignement saoudiens (al-Mabahith). Il aurait été appréhendé sans mandat, et sans être informé des motifs de son arrestation, en violation des articles 115 et 116 du Code de procédure pénale saoudien.

6. À la suite de son arrestation, M. Ali a été placé en détention dans une prison de Riyad, où il aurait été tenu au secret pendant un mois. Plus tard, il a téléphoné à ses parents qui vivent à Khamis Mushait, en Arabie saoudite, pour les informer de sa détention et de son transfert prochain vers une prison de Djedda. Il a ensuite été transféré à la prison centrale de Dhahban, à Djedda, où il se trouve toujours détenu actuellement. Il est allégué qu'à ce jour, M. Ali n'a pas été informé des accusations portées contre lui, n'a pas été autorisé à accéder à l'assistance d'un conseil, ni déféré devant aucune autorité judiciaire.

7. L'épouse de M. Ali se trouvait en Somalie, où elle rendait visite à ses parents, lorsque son mari a été arrêté. La source rapporte qu'elle est dans l'incapacité de rentrer en Arabie saoudite en raison de difficultés administratives liées à l'obtention du consentement d'un tuteur masculin laquelle, conformément à la coutume, est exigée des femmes qui veulent quitter l'Arabie saoudite et y revenir. En conséquence, l'épouse de M. Ali n'a pas été en mesure de rendre visite à son mari ni de lui téléphoner, car il n'est pas autorisé à recevoir des appels internationaux.

8. D'après la source, les parents de M. Ali lui ont rendu visite quatre fois depuis son arrestation. La source a été informée qu'ils ont été depuis placés sous surveillance par les autorités saoudiennes. Selon les mêmes informations, les autorités ont cherché à décourager les amis de l'intéressé qui ont contacté sa famille ou tenté de demander sa libération et il leur a été intimé de ne pas s'immiscer dans cette affaire.

9. De l'avis de la source, la privation de liberté de M. Ali semble résulter de l'exercice des droits et libertés qui lui sont garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment du fait qu'il s'est exprimé en faveur de l'adoption d'une interprétation ouverte de l'islam, ainsi que des droits et libertés individuels. La source affirme que son arrestation sans mandat et son placement en détention par les services de renseignement, et non par les forces de sécurité régulières, signifient que M. Ali est un prisonnier d'opinion.

10. La source allègue que l'intéressé a également été victime de la violation de son droit à un procès équitable, garanti par l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 13 et 14 de la Charte arabe des droits de l'homme. Elle appelle l'attention sur l'Observation générale n° 8 du Comité des droits de l'homme (adoptée le 30 juin 1982), dans laquelle il déclare que «toute personne arrêtée ou détenue [...] sera traduite “dans le plus court délai” devant le juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires», précisant que «de l'avis du Comité ces délais ne doivent pas dépasser quelques jours».

11. La source affirme que la détention de M. Ali est arbitraire et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Réponse du Gouvernement

12. La communication émanant de la source a été transmise au Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite le 31 janvier 2014 et celui-ci a été prié de fournir au Groupe de travail des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Ali et de préciser les dispositions légales justifiant son maintien en détention. Il est regrettable que le Gouvernement n'ait pas répondu à cette demande.

13. Malgré l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail révisées, en se fondant sur les informations qui lui ont été communiquées.

Délibérations

14. Sur la base des informations dont il dispose, lesquelles n'ont pas été contestées par le Gouvernement étant donné son absence de réponse, le Groupe de travail relève en l'espèce une série de violations d'obligations nationales et internationales relatives aux droits de l'homme. Sur le plan international, l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, et son article 10 que toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Tant le Comité des droits de l'homme que la Commission des droits de l'homme ont précisé que le caractère fondamental de pareils droits repose sur la possibilité pour la personne intéressée de contester la légalité de sa détention. Il convient de rappeler la résolution 1992/35, adoptée par la Commission des droits de l'homme le 28 février 1992, dans laquelle celle-ci a appelé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à mettre en place une procédure telle que l'*habeas corpus* permettant à toute personne privée de sa liberté du fait de son arrestation ou de sa détention d'engager une action en justice, afin qu'un tribunal puisse se prononcer sans retard sur la légalité de sa détention et ordonner sa libération si sa détention est jugée illégale. Ces dispositions du droit international des droits de l'homme n'ont pas été respectées en l'espèce.

15. Sur le plan interne, un certain nombre de dispositions de la loi saoudienne ont été violées. Conformément à l'article 36 de la Loi fondamentale saoudienne, «l'État assure la sécurité de tous les citoyens et de toutes les personnes résidant sur son territoire. Nul ne

peut être interné, arrêté ou emprisonné si ce n'est conformément à la loi». En outre, l'article 35 du Code de procédure pénale saoudien (décret royal n° M/39) prévoit que nul ne peut être arrêté ou détenu si ce n'est sur l'ordre de l'autorité compétente. Le même article précise également «[...] qu'en pareil cas, l'intéressé sera aussi informé des motifs de son placement en détention». L'article 2 du Code de procédure pénale dispose que «la durée de la détention sera celle ordonnée par l'autorité compétente». À ce jour, M. Ali n'a été déféré devant aucune autorité compétente, ni jugé.

16. Le Groupe de travail relève avec inquiétude la pratique systématique des arrestations et de la détention arbitraires en Arabie saoudite, ainsi que le silence du Gouvernement concernant les allégations d'arrestations arbitraires qui lui ont été transmises par le Groupe de travail¹. Un tel état de choses est très préoccupant, dans la mesure où il s'agit à nouveau d'une affaire témoignant de l'existence de cette pratique systématique.

17. Le Groupe de travail relève notamment qu'en l'espèce, comme tel était déjà le cas dans les affaires précédentes concernant l'Arabie saoudite, ni les informations, ni les allégations émanant de la source ne sont contestées par le Gouvernement en raison du silence gardé par celui-ci. Sur la base des informations dont il dispose, le Groupe de travail estime que la détention de M. Ali résulte de l'expression de ses opinions, ainsi que de ses écrits et de ses activités en tant que dirigeant de l'association Sakura, laquelle est dédiée à des activités culturelles. Il est notoire que M. Ali est un libre penseur et prône une conception de l'islam qui n'est pas conforme avec l'interprétation officielle saoudienne de cette religion. Le Groupe de travail considère donc que les droits que M. Ali tient des articles 18 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été violés.

18. L'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui interdit la détention et l'arrestation arbitraires, constitue une norme des droits de l'homme profondément ancrée tant dans la pratique que dans l'*opinio juris* des États². Le Groupe de travail réaffirme que l'interdiction de la détention arbitraire fait partie intégrante du droit international coutumier³. Il s'appuie pour ce faire sur la pratique établie des organes de défense des droits de l'homme, qui considèrent cette interdiction comme une norme de droit international coutumier officiellement reconnue en tant que norme impérative du droit international, ou norme de *jus cogens*⁴, et qui est suivie par le Groupe de travail dans ses avis.

19. Dans un avis rendu antérieurement⁵, le Groupe de travail a déclaré que la responsabilité de produire un mandat d'arrêt, d'informer la personne des motifs de son arrestation et des dispositions légales qui fondent les accusations portées contre elle, ainsi que la responsabilité de lui garantir l'accès à un avocat et aux procédures judiciaires ouvertes aux fins de contester la légalité de son arrestation et de sa détention, incombe au Gouvernement saoudien qui, en l'espèce, aurait dû faire bénéficier M. Ali de ces garanties.

¹ Voir par exemple les avis du Groupe de travail concernant l'Arabie saoudite n° 22/2008, n° 36/2008, n° 37/2008, n° 21/2009, n° 10/2011, n° 11/2011, n° 17/2011, n° 18/2011, n° 19/2011, n° 30/2011, n° 31/2011, n° 33/2011, n° 41/2011, n° 42/2011, n° 43/2011, n° 8/2012, n° 22/2012, disponibles à l'adresse www.ohchr.org/EN/Issues/Detention/Pages/WGADIndex.aspx.

² Voir, notamment, Cour internationale de Justice, *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, fond, arrêt du 30 novembre 2010, C.I.J. Recueil 2010, par. 79; opinion individuelle du Juge Cançado Trindade, p. 26 à 37, par. 107 à 142.

³ Voir, par exemple, les avis du Groupe de travail n° 15/2011 (Chine) et n° 16/2011 (Chine).

⁴ Voir, notamment, la pratique établie de l'Organisation des Nations Unies telle qu'exprimée par le Comité des droits de l'homme dans son Observation générale n° 29 (2001) sur les dérogations en période d'état d'urgence, par. 11.

⁵ Avis du Groupe de travail n° 44/2013 (Arabie saoudite).

Avis et recommandations

20. À la lumière de ce qui précède, le groupe de travail rend l'avis suivant:

La détention de Zakaria Mohamed Ali est dépourvue de fondement légal et constitue une violation des articles 9, 10, 18 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est donc arbitraire et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

21. Le Groupe de travail demande au Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite de libérer immédiatement Zakaria Mohamed Ali afin de rendre sa situation compatible avec les obligations découlant du droit international des droits de l'homme.

22. En conséquence, et compte tenu des effets préjudiciables de cette arrestation et de cette détention injustifiées sur M. Ali et sa famille, le Groupe de travail prie le Gouvernement d'accorder à l'intéressé une réparation appropriée.

23. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite à envisager de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

24. Il rappelle que le Conseil des droits de l'homme a appelé tous les États à coopérer avec le Groupe de travail, à tenir compte de ses points de vue et, si nécessaire, à prendre des mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de leur liberté et à l'informer des mesures ainsi prises⁶.

[Adopté le 30 avril 2014]

⁶ Résolution 24/7 du Conseil des droits de l'homme, par. 3.